

•EXCELSIOR•

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)

France: Un An: 35 fr. 6 Mois: 18 fr. - 3 Mois: 10 fr.

étranger: Un An: 70 fr. 6 Mois: 36 fr. 3 Mois: 20 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » (NAPOLEON).

Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Élégances

Adresser toute la correspondance
à L'ADMINISTRATEUR D'EXCELSIOR
68, avenue des Champs-Elysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
Adresse télégraphique : EXCEL - PARIS

LORD KITCHENER EN ORIENT



1

2

Avant de joindre Salonique, lord Kitchener, ministre de la Guerre anglais (1), s'est rendu à Sebd-ul-Bahr, où il a passé une revue des troupes d'occupation. Il a en outre longuement visité les positions occupées par les troupes françaises et britanniques, accompagné du général Brulard (2), commandant les forces expéditionnaires françaises aux Dardanelles.

LA NATION TCHÈQUE

Le gouvernement de Vienne vient de prononcer la dissolution de l'Union des Sokols tchèques et de la Fédération des Sokols slaves; on nomme Sokols des jeunes gens qui se réunissent périodiquement pour des exercices de gymnastique ou des excursions touristiques; groupés sous des maîtres qui ont leur confiance, ils s'entretiennent dans le culte des souvenirs et des traditions de leur race. En face de l'administration autrichienne, qui est essentiellement bureaucratique et policière, ils représentaient une protestation, correcte mais insistance, de l'âme tchèque.

Le décret qui disperse leurs groupes continue la série des persécutions par lesquelles l'Autriche-Hongrie achève de s'aliéner ceux qui sont encore ses sujets de race tchèque. Le pacte de 1867, qui a constitué l'empire de François-Joseph sous la forme dualiste, n'accorde des droits utiles qu'aux Allemands d'Autriche et aux Magyars de Hongrie; ces deux minorités, qui comptent ensemble 22 millions d'individus, oppriment une majorité de 28 millions de Slaves et de Latins. Les Tchèques sont au nombre de 6 millions 1/2, habitant la Bohême, la Moravie et la Silésie; à côté d'eux vivent 2 millions de Slovaques, qui sont leurs très proches parents.

La Bohême s'enorgueillit d'une histoire ancienne et glorieuse; elle a toujours lutté pour son autonomie et ne s'est pas, au début du seizième siècle, liée sans des garanties à la monarchie viennoise des Habsbourg. Les Tchèques sont une race travailleuse, intelligente, foncièrement démocratique. Cette race, cependant, s'est laissé dominer peu à peu par les Allemands d'Autriche; elle s'est recueillie en elle-même, a borné son ambition à des réclamations de détail dans l'enceinte étanche de la monarchie habsbourgeoise. Elle ne s'est réveillée qu'au milieu du dix-neuvième siècle.

Les quatre-vingts dernières années sont pour elle une période de renaissance; des poètes comme Hanka, des ethnographes comme Tchafarik, des historiens surtout, et Palacky le premier, lui ont rendu la conscience de sa valeur propre, ont rappelé ses exploits en des livres, des conférences, des articles de journaux, des manuels scolaires dont l'influence fut très vite profonde. La race tchèque est ainsi devenue un peuple. En 1848, elle acclamait la révolution française, dont les souverains de Prusse et d'Autriche étouffèrent si jalousement les échos dans leurs royaumes. Au mois de décembre 1870, le fameux orateur tchèque Rieger faisait signer par ses compatriotes une protestation anticipée contre l'annexion de l'Alsace par la Prusse. Les Tchèques ont espéré, d'abord, qu'ils pourraient obtenir, dans l'empire même de François-Joseph, les satisfactions justement réclamées; ils auraient formé une monarchie particulière, pareille à la Hongrie; François-Joseph aurait cédé à Prague la couronne de Wenceslas, comme à Budapest celle d'Etienne.

C'eût été une étape vers l'Autriche fédérale, accueillante à toutes les nationalités qui la composent, une Autriche qui fût restée un élément original et précieux de l'équilibre européen. Si jadis François-Joseph fut favorable à cette idée, il en est bien revenu depuis. Aujourd'hui, le vrai souverain de l'Autriche-Hongrie n'est plus lui, mais Guillaume II; depuis mars 1915, cette vassalité n'est même pas dissimulée, puisque l'état-major allemand commande, officiellement, à Vienne aussi bien qu'à Berlin. L'entente des Tchèques avec une Autriche ainsi germanisée n'est plus possible; les patriotes visent, dès lors, à la pure et simple indépendance.

Vienne le sait, et, à mesure que les inspirations allemandes y sont plus exclusivement écoutées, elle accumule contre eux les vexations et les vilenies. Les journaux non dociles sont poursuivis, les rédacteurs exilés ou emprisonnés: le docteur Kramar et M. A. Rasin, des *Narodni Listy*; Dusek, du *Tchask*; Klofatch, du *Tcheské Slovo*. Les soldats tchèques, enrôlés contre leurs frères de race dans la guerre actuelle ont été dispersés par unités dans des régiments allemands; l'enseignement des maîtres tchèques est paralysé, nombre d'écoles fermées, sous prétexte d'économies. Les notables tchèques, dont l'intelligence et l'instruction ne le cèdent pas à celles des Allemands, sont écartés de parti pris des administrations, du barreau, de la diplomatie.

Certains de ces opprimés ont pu se réfugier à l'étranger, tels les députés Durich et T.-G. Masaryk, Fr. Kupka, président de la colonie tchèque de France. L'Université de Londres s'est honorée en créant pour Masaryk une chaire qu'il inaugura, le 19 octobre dernier, par une belle conférence sur « le problème des petites nationalités dans la guerre actuelle ». Beaucoup de volontaires tchèques se sont engagés dans notre légion étrangère et se battent de bon cœur aux côtés des soldats français. A

Paris, M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, a fondé une revue bi-mensuelle, la *Nation tchèque*, organe de cette victime du germanisme. La semaine dernière, en l'hôtel des Sociétés savantes, M. Chéradame expliquait comment il n'est plus pour les Tchèques, aujourd'hui, qu'une espérance: le démembrément de l'Autriche-Hongrie, qui les fera libres.

Les Alliés n'ont pas le droit de se désintéresser du sort prochain des peuples qui, dans la crise présente, leur auront donné tant de témoignages de sympathie. Les Tchèques, notamment, se sont instruits, affinés, disciplinés; ils ont fondé des coopératives agricoles et des industries modernes; leurs familles, très prolifiques, colonisent en pays allemand. Vainement des itinéraires savants et compliqués mettaient Prague, leur si curieuse capitale, à l'écart des grandes routes de l'Europe; affranchis par la victoire des Alliés, ils seront maitres, bientôt, de régler leurs relations internationales et de choisir leurs amis.

Henri Lorin,
Professeur à la Faculté des Lettres
de Bordeaux.

En attendant...

LES AMAZONES A REBOURS

Il paraît que ce sont des Françaises, et non des Boches, qui ont, non pas écrit, non pas même signé, mais donné leur approbation à la pitoyable brochure publiée par la *Section française du Comité international des Femmes pour la Paix permanente*. La façon dont cette brochure a été accueillie leur sera déjà une sévère leçon. C'est affaire à la justice et au gouvernement de décider si elles en méritent une autre.

Ce très médiocre libelle demande la paix immédiate, sur la base du *statu quo*, c'est-à-dire sans la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, et en abandonnant la Serbie, par prétention, à son malheureux sort. Selon Mme Jeanne Misme, ce manifeste de femmes aurait été écrit par un homme et approuvé par plusieurs députés.

Comme, dans cet ordre de choses, on finit toujours par tout savoir, on ne tardera pas à connaître qui sont ces honorables, et cela ne leur fera aucun bien. Quant à ces dames, on n'ignore pas leur nom, et elles ne sont pas beaucoup plus d'une demi-douzaine. Les grandes Associations féministes de France ont constamment maintenu une attitude tout opposée à celle qui apparaît dans ce manifeste. Dans un excellent article de la *Revue*, Mme Jeanne Misme cite la réponse du *Conseil national des Femmes françaises* et de l'*Union française pour le Suffrage des Femmes*, lorsque ces groupements refusèrent d'assister à un Congrès féminin de la Paix que l'influence allemande voulut réunir à La Haye :

Comment nous serait-il possible, à l'heure actuelle, de nous rencontrer avec les femmes des pays ennemis, pour reprendre avec elles le travail si tragiquement interrompu? Ont-elles désavoué les crimes politiques et de droit commun de leur gouvernement? Ont-elles protesté contre la violation de la neutralité de la Belgique? Contre les atteintes au droit des gens? Contre les crimes de leur armée et de leur marine? Si leurs voix se sont élevées, c'est trop faiblement pour qu'au-delà de nos territoires violés et dévastés l'écho de leur protestation soit arrivé jusqu'à nous. Nous ne pourrons reprendre notre collaboration que lorsque, pour elles comme pour nous, le respect du droit sera la base de toute action sociale.

... Pour que les générations prochaines recueillent les fruits de cet élan magnifique d'abnégation et de mort, les femmes françaises soutiendront le combat aussi longtemps qu'il sera nécessaire. En ce moment unies à ceux qui luttent et qui meurent, elles ne sauront s'associer à un geste de paix. On disait la France affaiblie par la discorde: le jour où elle a dû accepter la guerre, elle s'est trouvée une pour la défense d'une cause qui dépasse les limites de son territoire.

Une Hollandaise gagnée à la cause allemande, Mme Aletta Jacobs, venue à Paris pour défendre la même insoutenable thèse de la paix immédiate, s'indignait que la police fût sur ses talons: « Faut-il, disait-elle, qu'on ait peur que nous parlions de paix au peuple? » « Pas du tout, lui répondit-on, mais on craint que le peuple ne vous mette en pièces si vous lui parlez de paix. On vous suit pour vous protéger. »

La police aura le même rôle de protection à remplir à l'égard de la poignée de sentimentales affaissées et de niaises exaltées qui viennent si malheureusement de faire parler d'elles, et voilà tout.

Pierre Mille.

Aujourd'hui :

Via Salonique, poème de JACQUES DE-
VAL; L'autre danger, par RENÉ FARGES,
page 3.

En l'honneur des marins russes (photos), pages 6 et 7.

La Vie Economique, page 9.

Echos

HEURES INOUBLIABLES

7 DÉCEMBRE 1914. — Sur l'Yser, à Perwyse, une offensive allemande avorte. Un avion français jette sur Anvers des feuilles imprimées invitant les Belges à avoir confiance. Vives canonnades françaises sur le front de la Champagne et de l'Aisne. Les Allemands reculent en Aronne et jusqu'à Pont-à-Mousson. L'ennemi bombarde Lodz évacuée par les Russes, et l'occupe. Avions allemands sur Varsovie: morts et blessés. Batailles sur les fronts Cracovie-Tchenstokhovo, Ilov-Petrokof. Les Russes bombardent le secteur nord des forts de Cracovie. Retraite des Turcs au sud de Batoum. Destruction de transports turcs en mer Noire, à Astro. Le Breslau est mis en fuite. A l'ouverture de la Diète japonaise, déclaration impériale en faveur des Alliés. Proclamation du roi George V aux armées britanniques. Le tsar fait remettre à l'ambassadeur de France un drapeau français pris par les Allemands, dans le Jura, en 1870, et retrouvé dans le mess du 17^e dragons prussiens, à Lyck.

L'hygiène du soldat au front.

Quand le poilu rentre au cantonnement, après son séjour dans les tranchées de première ligne, son plus cher désir est moins de dormir que de se laver. Si l'ennemi est une vermine, la vermine aussi est un ennemi. Une œuvre encore a prévu ce légitime souci du combattant au repos :

La *Coordination des Secours volontaires aux soldats* distribue à nos soldats des appareils à douches chaudes à grand rendement, permettant de doucher huit hommes à la fois, c'est-à-dire, en quelques heures, plusieurs bataillons. Des souscriptions nombreuses ont déjà permis l'envoi au front d'un grand nombre de ces bains-douches. Mais les demandes affluent de tous les secteurs à la Coordination des Secours volontaires, qui fait un nouvel appel au patriotisme du public. On souscrit au Comité de l'Hygiène au front, 57, rue Saint-Dominique.

Régnalisme.

La « Ligue nationale pour le relèvement des industries rurales et agricoles », présidée par la duchesse d'Uzès, vient d'ouvrir à Paris une exposition-vente. On y trouve de la laine du Vivarais, filée à la main, des toiles de Bretagne, des jouets de Bresse, des dentelles d'Auvergne et de Tunisie, des vins de Banyuls et du muscat du Roussillon, des broderies de la Saintonge et du Jura, de la lingerie des Vosges... Pour être envoyés aux poilus sont exposés le chocolat de la Bresse, les conserves du Lot, les confitures de marrons du Périgord. De sorte que « là-bas » aussi, tout en défendant la grande patrie, les soldats feront du régionalisme. Le Figeacois partagera son pâté de foie d'oie avec le Périgourdin, qui lui offrira un pot de cette confiture « plus fine au goût », disent les amateurs, « que le marron glacé ! »

Wil...

M. Wilson, président de la République des Etats-Unis, n'ignore pas que certains le taxent de mollesse à l'égard des Allemands et de leur empereur. En petit comité, et à ce propos, il déclara l'autre jour: « Certainement, je fais de mon mieux pour ajouter à l'horreur des guerres présentes. Mais ce n'est pas une raison pour m'accuser de lier partie avec Guillaume II. Ceux qui disent cela ne veulent voir que la première syllabe de son nom et du mien. Nous sommes tous les deux des Wil... Mais il est Wil... helm, et je suis Wil...son. Et cette petite différence a une grande importance. »

La mode Polaire.

Polaire est à Londres, et, comme disent les Anglais, elle commence à y devenir « un sujet d'un grand intérêt ». Cette artiste a été trouvée des plus « fascinating », bien qu'elle ait, une fois de plus, affirmé être — c'est, on n'en ignore pas, son expression même — la femme la plus laide du monde. Les jeunes Londoniennes n'en ont rien voulu croire, à preuve que, très sérieusement, un grand nombre d'entre elles ont torturé leurs cheveux, les ont coupés, recoupés, frisés et refrisés pour les porter à la manière de la vedette française.

Tous les coiffeurs pour dames, là-bas, lancent en ce moment la mode Polaire.

Linguistique comparée.

Les Allemands ont décidément réponse à tout. L'organe israélite *Moment*, publié à Varsovie, relate que le conseiller allemand pour les questions scolaires, visitant en cette ville une école talmudique, demanda aux élèves quelle langue ils parlaient dans leur famille. Ceux-ci répondirent qu'ils y parlaient l'hébreu.

Sur quoi le conseiller déclara froidement que la langue germanique étant, par de nombreuses racines, apparente à l'hébreu, désormais l'enseignement aurait lieu en allemand et qu'en allemand il faudrait, dans la famille des petits juifs, dialoguer sans plus tarder.

Nos cochers de fiacre.

La guerre leur a inspiré des répliques nouvelles. Hier, un membre de la censure prend un sapin, faute d'auto. L'attelage s'en va cahin-caha. Le censeur s'énerve de ce trop de lenteur, et :

— Dites donc, nous n'allons pas à l'enterrement?

— C'est possible, répond le cocher sans se troubler, mais nous ne chargeons pas non plus sur un régiment boche!

LE VEILLEUR.

Via Salonique

O Grecs! O Grecs! N'êtes-vous plus avec vos dieux
Et revenons-nous seuls à vos temps difficiles?
L'Histoire, maintenant, c'est nous : Guillaume II
Après Xerxès, la Marne après les Thermopyles!

A trois mille ans un peuple a le droit d'être las...
Mais c'était une chose apprise dès l'enfance
Qu'il était immortel quand il était l'Hellas,
Et pour l'amour du Grec on s'embrassait en [France.]

Chaque siècle à son tour vous faisait en passant
Plus grands dans le bonheur, plus beaux dans la [souffrance]
Et vous éblouissiez les peuples vieillissant
Du miracle éternel de votre adolescence.

Etais-ce pour mourir? Est-ce le vent du Nord
Qui déracine ainsi les oliviers d'Epire
Sur lesquels tant de fois les orages du sort
Avaient passé sans qu'une feuille se déchire?

Avez-vous oublié la règle d'autrefois
Qu'il ne faut pas, en grec, faire de barbarisme
Et du temple détruit de vos antiques lois
N'avez-vous rien gardé, si ce n'est l'ostracisme?

Périclès, Thémistocle, Aristide, Zénon !
Athènes fut par eux plus parfaite que Rome.
Fallait-il que leurs fils, de ces immenses noms
Fassent leurs petits noms, étant de petits hommes!

Si vous ne pouvez plus être la Grèce, alors,
Nous la serons nous-mêmes, et reprenant vos tra-
[ces] Nos soldats, dans Argos, crieront : « Debout, les [morts!] »
Et rendront leur victoire à ceux de Samothrace.

Nous-mêmes la serons, car la Grèce est partout
Où le peuple se dresse en face de la horde
Et les seuls Grecs qui soient sont ceux qui sont de-
Pour protéger le Jour de la Nuit qui déborde. [bou

Et puis, ne le savions-nous pas depuis longtemps
Que la France était grecque et la Grèce française,
Depuis quatre-vingt-douze où des Grecs en chan-
Avec la Phocéenne ont fait la Marseillaise ! [tant

Jacques Deval.

La Russie appelle sous les drapeaux la classe 1917

PÉTROGRAD. — Un oukase impérial ordonne l'appel sous les drapeaux en 1916 de la classe 1917.

LES POURPARLERS DIPLOMATIQUES continuent avec Athènes

ATHÈNES. — Les pourparlers diplomatiques continuent entre les représentants des puissances alliées et le gouvernement, chacun maintenant son point de vue. Il n'y a aucune indication d'une prompte solution des questions en litige; mais les cercles officiels sont optimistes et expriment l'espoir qu'un *modus vivendi* sera obtenu pour les questions d'un caractère militaire.

Le roi a reçu aujourd'hui en audience M. Skouloudis, puis le ministre de France, M. Guillemin, avec lequel le souverain s'est entretenu assez longuement.

Un communiqué publié ce soir dit que les déclarations des journaux d'Athènes ne représentent pas les vues du gouvernement.

L'entente gréco-bulgare (?)

GENÈVE. — Commentant les informations de la presse française et italienne relativement à l'entente qui existerait entre la Grèce et la Bulgarie, le *Tasvir Y Efkar* écrit qu'une pareille entente existant ou non, il ne semble pas probable que, lors de la révision de la carte des Balkans, les intérêts de la Grèce ne soient pas pris en considération. Le seul motif des malentendus entre la Turquie et la Grèce était la politique vénizéliste; maintenant que ce motif est écarté, si la raison remplaçait la fantaisie, une amitié pourrait s'établir entre la Grèce et la Turquie plus facilement qu'entre la Grèce et la Bulgarie. C'est l'éventualité de cette amitié turco-grecque, ajoute le journal turc, qui cause le plus de soucis en Italie, car elle porterait un grand coup aux ambitions italiennes.

VERS L'UNITE DE DIRECTION LE GÉNÉRAL JOFFRE préside le premier conseil de guerre des Alliés

Pour la première fois, hier matin, les Alliés ont tenu un conseil de guerre international dans lequel toutes les nations belligérantes de l'Entente étaient représentées.

La réunion était présidée par le général Joffre, commandant en chef les armées françaises.

Le général Gilinski, ancien chef d'état-major général de l'armée russe, représentait la Russie.



Le général Joffre et les représentants de la Russie, de l'Italie et de la Serbie.

(Phot. Pierre Petit, et *Excelsior*.)

sie. Le général Porro, sous-chef d'état-major italien, représentait l'Italie. Le colonel Stepanovitch représentait la Serbie.

Ce conseil commun est destiné à coordonner sur tous les fronts l'action des Alliés; il affirme leur solidarité et leur résolution à l'heure où le groupement adverse espérait découvrir entre eux et aviver des malentendus. Nous voyons un heureux présage dans le fait que la Serbie est officiellement associée à cette délibération; son héroïsme aura été, en cette rude guerre, un des plus admirables soutiens de la confiance de tous. — L. B.

Une opinion anglaise

LONDRES. — Le *Daily Chronicle*, commentant la nomination du général Joffre au commandement supérieur, dit :

« Nous pourrions profiter de l'exemple de la France et concentrer la direction de toutes nos forces en de fortes mains. Nous devons surtout avoir des conseils de guerre plus fréquents avec nos alliés français. Nous désirerions voir à Paris un conseil de guerre permanent pour diriger la guerre, avec de fréquentes réunions des principaux ministres. Nous devons nous rapprocher davantage pour assurer une unité d'action plus grande et échanger les idées et les inventions. »

DITES A TOUS VOS AMIS

qu'EXCELSIOR prépare
pour tous ses lecteurs
un superbe

NUMÉRO DE NOËL

qui ne coûtera que
DIX CENTIMES

L'AUTRE DANGER

GARDONS-NOUS D'ENTRAVER la renaissance de la vie économique

Un récent communiqué du ministère de la Guerre a mis au point les intentions du gouvernement relatives au renforcement éventuel de la loi Dalbiez. Il précise qu'aucune disposition nouvelle ne sera prise *immédiatement* concernant les auxiliaires, les réformés et les exemptés qui demeurent dans la situation où les avait placés le texte du 17 août 1915.

Le jour même de la publication de cette note, le président du Conseil développant, devant la Chambre, les raisons qui conduisaient le gouvernement à solliciter l'incorporation de la classe 17, déclarait nettement qu'il n'y avait pas de crise d'effectifs. Autrement dit, les contingents actuellement sous les armes, dans la zone du front et dans la zone de l'arrière suffisent à tous les besoins de la guerre.

Mais le communiqué que nous mentionnons plus haut comportant une restriction au sujet d'une nouvelle révision des hommes définitivement libérés par la loi Dalbiez — révision qui resterait subordonnée aux exigences de la situation — l'opinion s'est émuée. Et cette émotion serait profonde, si nous en jugeons par les doléances qui nous parviennent et qui, toutes, nous paraissent absolument justifiées.

Il ne faut pas perdre de vue que la résistance d'un pays ne se manifeste pas seulement sur le front de combat qui absorbe la presque totalité de ses forces vives. Des conditions multiples doivent être remplies si l'on veut conserver à toutes les branches de l'activité nationale un minimum de vitalité qui lui permettra de subsister et qui rendra possible, aussitôt après la paix, l'essor de notre prospérité économique.

Nous avons failli payer cher l'erreur qui avait voulu que nos ingénieurs et nos ouvriers métallurgistes fussent arrachés à leurs usines, qui étaient leurs véritables postes de mobilisation. Nous savons à quelles difficultés s'est heurté le sous-secrétariat d'Etat des Munitions quand il s'est agi de récupérer la main-d'œuvre nécessaire à la production intensive des armes et des munitions. Il ne faut pas que cette leçon soit perdue.

Le pays a répondu avec enthousiasme à l'appel du gouvernement quand celui-ci a indiqué la nécessité de « reprendre les affaires ». Il n'a pas hésité à engager toutes ses ressources et à porter au maximum l'effort qu'on lui demandait. Ainsi la vie économique s'est à peu près rétablie dans les villes, où se manifeste l'activité de nos commerçants, et dans nos campagnes où femmes, vieillards et enfants sont au travail avec une admirable ardeur.

Il y a plus. De nombreuses industries — nous exceptons celles de la guerre — et de nombreuses exploitations commerciales ont pu reprendre leurs opérations grâce à l'appoint d'une main-d'œuvre qu'elles trouvaient chez auxiliaires et réformés. Entend-on leur enlever ces hommes et paralyser ainsi, irrémédiablement, la vie économique nationale?

L'on verra ce qu'une mobilisation insuffisamment rationnelle aura coûté à notre commerce extérieur et colonial. Se montrera-t-on disposé à perpétuer une faute dont le résultat le plus clair a été l'éviction des produits français des principaux marchés mondiaux?

L'argent peut-il cesser d'être le nerf de la guerre ? Si l'on veut en avoir jusqu'au bout, il serait sage de n'en point tarir les seules sources fécondes.

Au reste, les autorités médicales les plus compétentes sont uranimes à déclarer que les révisions successives qui ont eu lieu depuis la mobilisation ont opéré une sélection sévère — trop sévère même. Car nous savons qu'un très grand nombre d'auxiliaires et de réformés que les derniers examens médicaux avaient échus dans le service armé croupissent dans les dépôts : ils sont aptes au service armé et inaptes à faire campagne. Et quand on les envoie sur le front ne sait-on pas que la plupart d'entre eux deviennent les proies faciles de maladies d'autant plus graves que l'organisme réagit difficilement et qu'ils constituent, dès lors, de véritables foyers de contagion ?

Il n'y a pas de crise d'effectifs, a dit M. le président du Conseil à la séance du 30 novembre. Alors que signifiaient ces renforcements de la loi Dalbiez dont une interprétation abusive risque déjà de désorganiser nos usines de guerre et nos grands services publics ? On aurait tort d'oublier que ces derniers, si imparfaits qu'ils soient, forment une armature qu'il serait imprudent de briser. Car les événements terribles que nous vivons ne doivent se prêter à aucune expérience et encore moins à aucune improvisation.

Ainsi puisque les contingents mobilisés suffisent à tous les besoins de la défense nationale,

préserverons notre pays des maux qui résulteraient à coup sûr d'une saignée plus profonde — et surtout inutile — de ses activités. Recherchons au contraire tous les moyens susceptibles d'intensifier la production nationale.

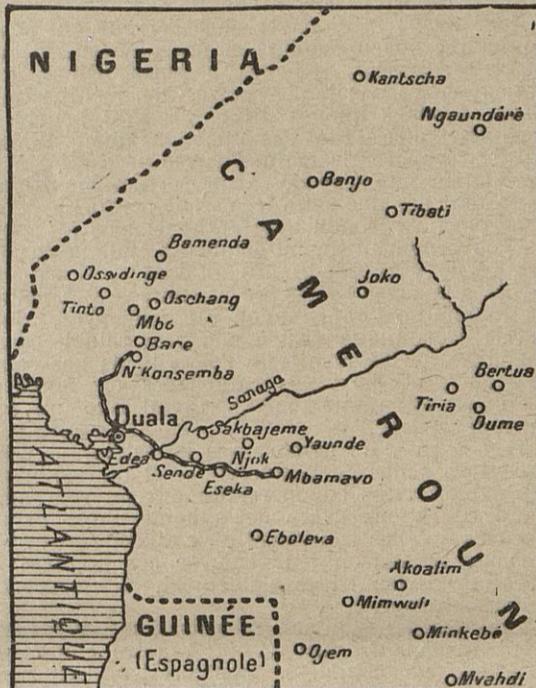
Les auxiliaires et exemptés non incorporés sont au service du pays. Ils développent plus efficacement sa résistance dans les emplois civils qu'ils occupent que dans les bureaux d'état-major ou dans les sections de C. O. A. où ils sont pléthore. Le gouvernement, dans son entier, ferait bien d'y penser. Nous ne demandons qu'à faire confiance à sa clairvoyance.

René Farges.

LA SITUATION MILITAIRE

LES ALLEMANDS refoulés au Cameroun

Les opérations militaires qui n'ont pas l'Europe pour théâtre ne bénéficient pas de l'intérêt poignant qui s'attache à notre sol, mais n'ont pas moins leur importance, parce qu'elles enlèvent aux Allemands certains des territoires qui flattent le mieux leurs ambitions colonisatrices : c'est ainsi que la chute de Tsing-Tao a retenu douloureusement par tout l'empire, et les plus glorieux communiqués de l'agence Wolff n'ont pu faire oublier la perte d'une ville et d'un port où déjà le travail allemand portait ses fruits. Aujourd'hui, c'est le Cameroun qui est envahi de tous les côtés à la fois par les colonies anglaises et françaises parties les unes de la côte, les autres de la Nigeria, de l'Oubanghi et du Congo. Au sud de la rivière Sanaga, les Allemands sont refoulés peu à peu vers l'intérieur par le corps expéditionnaire principal, formé à Duala et à Eléa, sous



le commandement du général Dobell. Ce corps mixte comprend des effectifs de nos deux nations ; le 4 octobre, les Anglais s'emparaient de Sakbajème, le 10 de Wum-Biagar, et, le 3 novembre, de Njok, à 150 kilomètres de Duala ; les Français ayant pris au sud entraient le 24 octobre à Sende, le 30 à Eseka. Les Allemands se sont retirés sur Yaundé. Au sud de cette position, nous occupons Ojem, Mimwul, Minkéhé ; à l'est, deux de nos colonnes, parties de Bertua et Dume, ont occupé Tiria.

Au nord de la Sanaga, un mouvement concentrique a enveloppé l'ennemi : une colonne anglaise s'est portée de Bare sur Mbo et Dchang, une autre d'Ossindinge sur Bamenda, qu'elle a dépassé dans la direction de Ngambé ; en même temps, les troupes du général Cunliffe allaient de Koutcha à Banjo et s'emparaient, le 6 novembre, de la montagne de Banjo, où les Allemands avaient organisé de fortes défenses ; le colonel Brisset partait avec ses tirailleurs de Ngaunderé, entrait à Tihati le 3 novembre, où il était rejoint le 4 par un détachement anglais venu de Koutcha par Tingéré. Le mouvement se continue sur Ngambé et Toko. C'est un investissement qui se prépare, ici comme à Yaundé. Le Cameroun a une superficie de 495.000 kilomètres carrés et produit en abondance le caoutchouc, l'ébène et l'huile de palme. Ce n'est pas sans regret que les Allemands verront leur échapper ce territoire, ni sans sacrifices qu'ils pourront essayer un jour d'en obtenir la restitution.

Jean Villars.

COMMUNIQUÉS OFFICIELS

du Lundi 6 Décembre (491^e jour de la guerre)

QUINZE HEURES. — Rien à ajouter au précédent communiqué.

VINGT-TROIS HEURES. — Au cours de la journée, activité d'artillerie assez intense en Ardennes, autour de Loos et de Souchez, ainsi qu'entre la Somme et l'Oise, où nos batteries ont atteint des convois à Fay et pris sous leur feu des troupes se déplaçant en arrière du front près d'Hattencourt et de Laucourt.

La canonnade a été également très soutenue en

Champagne, depuis la région de Saint-Souplet jusqu'à Massiges, et en Argonne, à la Haute-Chauchée.

CORPS EXPÉDITIONNAIRE DES DARDANELLES. — Pendant la journée du 4 décembre, grande activité des deux artilleries. La nôtre a pris sous son feu des travailleurs ennemis dans la région de l'embouchure du Kérvés-Déré.

Nos avions ont lancé de nombreuses bombes sur des campements turcs.

et Biolopolie ont été également repoussées et avec de grandes pertes pour les Autrichiens.

Aucun changement sur les autres fronts.

Les bandes albanaises à la solde de l'Autriche

CETTIGNÉ. — De fortes bandes albanaises, recrutées et organisées par des agents à la solde de l'Autriche, attaquent constamment les troupes monténégroises et serbes, terrorisant les populations paisibles, pillant et assassinant les chrétiens.

Le 1^{er} décembre, une bande d'Albanais attaqua le célèbre couvent de Detchani et tenta de le brûler. Les troupes arrivèrent heureusement à temps pour empêcher ce forfait et disperser les bandits.

L'Allemagne achète en Roumanie 50.000 wagons de céréales

GENÈVE. — Les cinquante mille wagons de céréales dont les puissances centrales ont fait l'acquisition en Roumanie se répartissent comme suit : 20.000 wagons de froment, 10.000 de maïs, 7.500 d'orge, 5.000 d'avoine, 2.500 de pois et 5.000 de haricots. Le *Berliner Tageblatt* se plaint que les prix fixés par les négociants roumains sont beaucoup trop élevés et qu'ils ont profité des circonstances pour réaliser des bénéfices exagérés. D'autre part, le gouvernement roumain a pris un arrêté pour interdire l'exportation de l'huile de tournesol, ainsi que de toutes les huiles végétales à l'exception de l'huile de lin.

Berlin-Constantinople

AMSTERDAM. — Le *Lokat Anzeiger* publie un télégramme de Constantinople précisant que les communications directes par chemin de fer entre Berlin et Constantinople seront reprises dans le courant de la semaine et que les trains de marchandises passeront deux fois par semaine.

Nous aurons la Journée serbe

A la suite de l'initiative qu'il a prise de demander au gouvernement l'organisation d'une « Journée Serbe », M. Pugliesi-Conti, député de la Seine, vient de recevoir de M. Vesnitch, ministre de Serbie en France, la lettre suivante :

Paris, le 2 décembre 1915.

Monsieur le député,
Je m'empresse de vous remercier de la généreuse pensée qui vous inspire le projet de la « Journée Serbe ».

Quoique votre noble geste ne m'étonne point, il est une preuve de plus de la sollicitude de nos grands amis français pour ma patrie en détresse — je dirais malheureuse, si je ne croyais pas à la victoire de la justice et de la morale et si je n'espérais voir encore de meilleurs jours pour nous tous.

Merci de cœur, monsieur le député, et veuillez agréer l'assurance de ma haute considération.

— VESNITCH.

LE COMMUNIQUÉ OFFICIEL BELGE

Aucune action d'infanterie sur le front belge. Nos batteries ont exécuté à diverses reprises des tirs efficaces sur des groupes de soldats allemands notamment vers Schoorbach et vers Woumen. L'artillerie allemande a montré quelque activité cet après-midi ; nous l'avons contre-battue avec succès.

Le remaniement ministériel autrichien

ZURICH. — On mande de Vienne que l'ancien ministre de l'Intérieur en Autriche, le baron Heindl, a été nommé gouverneur de Moravie. L'ancien ministre du Commerce, M. von Schuster, est placé à la tête des caisses d'épargne postales.

ÉLIXIR COMBIER

DÉLICIEUSE LIQUEUR (SAUMUR)

à PARIS, Rue St-Augustin, n° 22

• DERNIÈRE HEURE •

LE PAPE PARLE DE LA PAIX au Consistoire

ROME. — Le pape a tenu ce matin dans la salle consistoriale du Vatican un consistoire secret avec le cérémonial ordinaire. Le Souverain Pontife a nommé chancelier de l'Eglise le cardinal Cagiano qui a pris le titre presbytéral de San Lorenzo in Damaso. Le cardinal van Rossum a pris le titre presbytéral de Santa Croce in Gerusalemme; le cardinal Vannutelli a pris le titre d'Ostia et Palestina; le cardinal Vico a opté pour le siège de Porto et Santa Rufina; le cardinal Grimaldi a opté pour le siège d'Albano et le cardinal Gasquet a laissé le titre de San Giorgio in Valabro.

Le pape a prononcé alors une allocution, puis il a créé cardinaux Mgr Tonini, nonce du Portugal; Mgr Mistrangelo, archevêque de Florence, Mgr Cagliero, délégué apostolique en Amérique centrale; Mgr Fruhwirth, nonce de Bavière; Mgr Scapinelli, nonce d'Autriche-Hongrie, et Mgr Gusmini, archevêque de Bologne.

Le pape a proposé ensuite de nombreuses nominations d'évêques, dont la plupart ont déjà été faites par bref et qui toutes ont déjà été annoncées.

Le consistoire secret ayant ainsi pris fin, le pape s'est rendu dans la salle du trône où, entouré par la cour pontificale, il a imposé le rochet aux archevêques et aux évêques préconisés aujourd'hui et présents à la cérémonie.

Le pape souhaite la paix

ROME. — Dans son allocution au Consistoire secret, le pape a de nouveau déploré vivement les horreurs de la guerre et a insisté sur les conséquences douloureuses et tragiques qu'elle a pour l'humanité. Le Souverain Pontife a eu des paroles de haute commisération et de profonde pitié pour les malheureux Arméniens horriblement massacrés par les Turcs. Il a invoqué et souhaite avec instance une paix rapide, juste et durable, une paix qui ne serait pas favorable uniquement à une seule des parties belligérantes.

Assurément, a-t-il dit, malgré les immenses ruines qui se sont déjà accumulées durant le cours de seize longs mois, malgré que croisse dans les cœurs le désir de la paix et que vers la paix soupirent les alarmes d'un si grand nombre de familles, malgré que nous ayons recours à tous les moyens capables en quelque manière de hâter la paix et de calmer les discorde, nous n'en voyons pas moins cette guerre fatale sévir avec fureur sur mer et sur terre, et, d'autre part, la malheureuse Arménie est menacée d'une ruine dernière, d'une ruine complète.

La lettre même qu'à l'anniversaire du début de la guerre nous adressions aux peuples belligérants et à leurs chefs, bien qu'elle ait rencontré un accueil plein de respectueuse déférence, n'a pas cependant produit les effets bienfaisants qu'on en pouvait attendre. Vicaire ici-bas de Celui qui est le roi pacifique, le roi prince de la paix, nous ne pouvons ne pas nous émouvoir toujours davantage des malheurs d'un si grand nombre de nos fils, non plus que cesser d'élever continuellement nos bras suppliants vers le Dieu des miséricordes le conjurant de tout notre effort de daigner mettre enfin par sa puissance un terme à ce sanglant conflit.

Et tandis que, autant qu'il est en notre pouvoir, nous nous employons à en alléger les douloureuses conséquences par des mesures opportunes qui sont bien connues de vous; nous nous sentons porté par le devoir de notre charge apostolique, à insister de nouveau sur l'unique moyen qui puisse amener promptement la fin de cette épouvantable conflagration.

« Les belligérants doivent se faire des concessions mutuelles »

Pour préparer la paix, telle qu'elle est ardemment désirée par l'humanité tout entière, la voie qui peut vraiment conduire à cet heureux résultat est celle qui a déjà été expérimentée et qui a été jugée bonne en de semblables circonstances, celle que nous rappelions dans notre lettre de juillet dernier, à savoir que, dans un échange d'idées direct ou indirect, les aspirations de chacun soient enfin exposées clairement, avec une volonté sincère et une conscience sereine et dûment examinées, en éliminant les prétentions injustes et les impossibilités, et en tenant compte, au besoin, au moyen de compensations et d'accords équitables, de ce qui est juste et possible.

Naturellement, dans les controverses des parties en cause, comme dans toutes les controverses humaines, il est absolument nécessaire que, d'un côté comme de l'autre des belligérants, on cède sur quelque point et qu'on renonce à quelques-uns

des avantages espérés et chacun devrait consentir de bon gré des concessions, même au prix de certains sacrifices, pour ne pas assumer devant Dieu et devant les hommes l'énorme responsabilité de la continuation de cette boucherie sans exemple, telle que, si elle se prolongeait encore, elle pourrait bien marquer pour l'Europe le signal d'une déchéance du haut point de vue de la civilisation et de la prospérité où l'avait élevée la religion chrétienne.

Tels sont les sentiments qui nous animent à l'égard de cette guerre considérée dans les rapports des peuples qui s'y trouvent malheureusement engagés.

Le pape a terminé en disant que malgré la bonne volonté des pouvoirs publics d'Italie, bonne volonté constatée par le Souverain Pontife, l'état de siège a rendu plus évidente encore la situation anormale du Saint-Siège.

UN SOUS-MARIN ANGLAIS COULE un contre-torpilleur turc

LONDRES. — (Officiel). — Dardanelles :

Un sous-marin britannique, dans la mer de Marmara, a canonné et endommagé, le 2 décembre, un train sur la ligne d'Ismid.

Ce même sous-marin a torpillé et coulé, le 3 décembre, le contre-torpilleur turc *Yarhissar*, à l'entrée du golfe d'Ismid. Puis a recueilli et transporté à bord d'un voilier 2 officiers et 40 hommes du contre-torpilleur.

Le 4 décembre, ce sous-marin a coulé un vapeur de 3.000 tonnes, chargé d'approvisionnements, au large de Panderma et il a détruit quatre voiliers qui transportaient aussi des approvisionnements.

LES BULGARES ATTAQUENT le front anglo-français

ATHÈNES. — On mande de Salonique à l'Embro :

Dans le secteur de Valandovo, les Bulgares ont opéré une vigoureuse attaque contre le front anglo-français.

Le duel d'artillerie à Demir-Capou et Valandovo continue entre les Bulgares et la deuxième division française, sous le commandement du général Baillou.

On mande de Salonique au *Patris* que les Bulgares font de grandes concentrations à Stroumitza; les Allemands coopèrent avec les Bulgares.

D'après d'autres informations, après de violents combats, les Bulgares auraient occupé Prisrend. Les habitants, Serbes et Albanais, avaient abandonné la ville après avoir détruit une grande partie de leurs biens. Ces nouvelles ne sont pas confirmées officiellement.

D'après le *Kairi*, la cavalerie germano-bulgare qui était entrée à Monastir se serait retirée; l'ordre serait maintenu par la garde civique.

UNE PROCLAMATION de Mackensen à la population serbe

GENÈVE. — La *Gazette de Cologne* reproduit l'appel suivant publié par l'Az Est et adressé par le maréchal de Mackensen à la population serbe :

« Serbes, à la suite de l'attitude hostile de votre roi et de son gouvernement, les armées alliées d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Bulgarie sont entrées dans votre pays; nous avons battu l'armée serbe; aussi longtemps qu'il restera une armée serbe à combattre, nous la combattrons; mais nous ne nous battons que contre l'armée, pas contre le peuple serbe; les biens et la vie de ceux qui ne se battront pas contre nos armées seront saufs.

« Je demande donc au peuple serbe de rentrer dans ses foyers et de reprendre ses occupations, d'obéir volontairement aux dispositions et aux ordres militaires pour que, après tant de maux que la guerre a apportés, la tranquillité règne de nouveau dans votre vie.

« Dans ces conditions, il nous sera possible de vous aider à retrouver le bien-être passé et, pour cela, nous veillerons à ce que les dommages dont vous êtes innocents soient réparés. »

LE CABINET ESPAGNOL démissionne sans attendre un vote

MADRID. — La politique financière du gouvernement ayant été attaquée à la séance de l'après-midi du Congrès, par des membres de l'opposition, M. Dato a présenté ce soir au roi la démission du ministère.

Le roi fera demain les consultations habituels.

MADRID. — A la Chambre des députés, lecture est donnée d'une proposition signée de MM. de Romanones, Melquiades, Mella, Leroux, Salvatella et des autres chefs des partis de la minorité, exprimant le désir de voir étudier, en même temps que l'on discuterait et voterait les réformes militaires spécialement destinées à une action défensive de l'Espagne, les budgets et projets économiques que réclame la grave situation du pays et du Trésor.

M. de Romanones appuie la proposition et demande si le gouvernement dispose de forces suffisantes pour approuver et exécuter ses promesses. « Si oui, dit-il, les minorités le suivront. Si non, le moment est venu où le gouvernement doit agir comme le font les gouvernements impuissants et stériles. »

M. Dato dit que les circonstances internationales l'ont obligé à la fermeture du Parlement. Il se déclare prêt à discuter les budgets après les réformes militaires. Il montre les efforts du gouvernement pour améliorer la situation économique et financière, augmentation de la valeur de la peseta, et présentation de huit projets économiques.

Il qualifie l'acte de M. de Romanones d'assaut contre le gouvernement; il ne veut pas gouverner par la force des majorités; ce qu'il faut, dit M. Dato, c'est un gouvernement qui inspire des sympathies à l'étranger et qui puisse compter sur ces mêmes sympathies.

M. de Romanones dit que la proposition signée des minorités ne constitue nullement un assaut de sa part contre le ministère, puisqu'il a toujours prêté son appui au cabinet actuel.

M. Dato renonce au vote et se retire.

L'expédition de M. Ford n'intéresse pas le gouvernement anglais

LONDRES. — Le voyage de Mrs Ford, Bryan et consorts fait l'objet d'objets de plusieurs questions à la Chambre des Communes.

Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères répond que puisque ces Messieurs ne possèdent de passeport que pour les pays neutres, il n'y a pas lieu d'envisager une telle éventualité.

Un député intervenant dit :

« Mais M. Ford aurait déclaré qu'il viendrait ici; va-t-on lui intimer de s'en abstenir? »

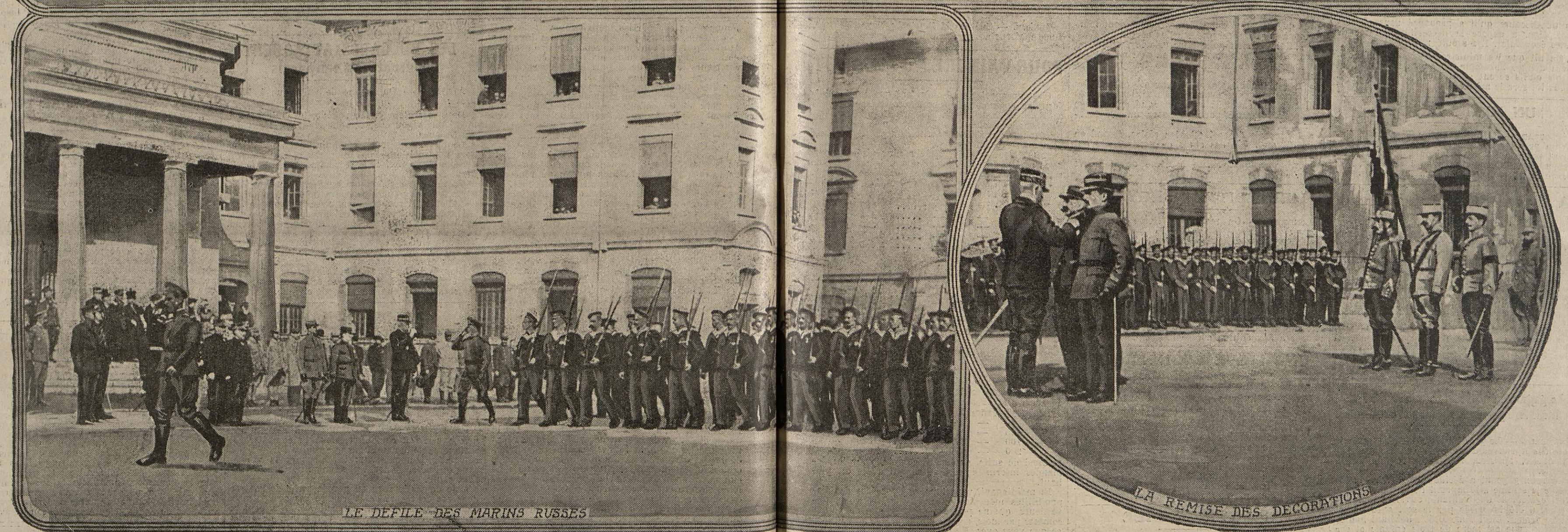
Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères répond : « Je n'ai connaissance d'aucune déclaration de ce genre, et, en ce qui me concerne, je pense qu'il serait peu digne que le gouvernement se dérangeât pour des gens qui, quel que soit le mérite de chacun d'eux, ne possèdent pas, dans leur ensemble, la moindre importance à nos yeux. »

M. Asquith est prêt à faire des déclarations sur la situation en Orient

LONDRES. — En réponse à une question qui lui a été posée à la séance d'aujourd'hui, M. Asquith a déclaré qu'il n'était pas en état de pouvoir fournir des explications relatives au voyage de lord Kitchener en Méditerranée orientale. Répondant à une autre question, le premier ministre déclara que les modifications en vue d'une coopération militaire plus étroite entre la France et l'Angleterre ont été complétées et que d'autres arrangements sont soumis à l'assentiment des autres puissances alliées. Si d'autre part il m'apparaît que le Parlement manifeste la ferme intention d'obtenir une déclaration ministérielle concernant la situation de la guerre en Orient avant les vacances de Noël, j'acquiescerai à son désir.

Buveurs de **VITTEL** Réclamez
GRANDE SOURCE

UNE MANIFESTATION EN L'HONNEUR DES MARINS RUSSES



A Marseille vient d'avoir lieu une imposante prise d'armes où assistèrent les consuls des puissances alliées, les troupes de la garnison et un détachement de marins russes qui défendirent héroïquement Belgrade. Le général Servières, commandant la 16^e région, accompagné de son état-major et d'officiers supérieurs de l'armée britannique, a adressé aux marins russes, au nom

de la France, une vibrante allocution où il a présagé que « bientôt le soleil, dans sa course journalière de Russie en France, n'éclairera plus qu'une Allemagne aux abois ». Un officier russe a traduit ces paroles aux marins russes, qui ont répondu par un triple hourra.

LA HONGRIE aspire à la paix

LONDRES. — Un correspondant du *Morning Post* à Budapest signale une tendance plus marquée maintenant à discuter la paix, notamment dans des réunions de corporations industrielles, d'associations de travail, de loges maçonniques.

Ce correspondant ajoute que la pression économique obligera bientôt la monarchie à demander la paix. Il ne serait pas étonnant, dit-il, qu'un débat concernant la paix commence au Parlement quand la session rouvrira.

Comment a été décidée l'interpellation au Reichstag sur la paix

BALE. — Le journal *Schwäbische Tagwacht* apprend que la décision d'interroger le gouvernement sur les conditions de la paix a été votée dans les séances préparatoires du groupe parlementaire social-démocrate, par 93 voix contre 5.

L'Autriche ne veut pas de paix séparée

LONDRES. — Le docteur Dillon, dans le *Daily Telegraph*, parle du bruit qui a circulé la semaine passée, dans la presse franco-anglaise, concernant le désir de l'Autriche de discuter une paix séparée. Il résulte d'une enquête du docteur Dillon qu'à aucun moment, depuis le commencement de la guerre, le gouvernement autrichien n'a signifié son intention ou son désir de conclure une paix séparée. Les rapports publiés dans la presse sont donc, dit le docteur Dillon, dénués de fondement.

UN EXEMPLE

LONDRES. — Selon le *Daily Telegraph*, le gouvernement envisagerait sérieusement la question de diminuer, à partir du 1^{er} mars, les traitements non seulement des membres du cabinet, mais de tout le gouvernement.

Les mesures d'économie ne s'arrêteraient pas là; les députés seraient priés d'abandonner une part égale de leur traitement, ainsi que les titulaires de pensions politiques.

Économies nécessaires

LONDRES. — M. Birrell, député, ancien ministre, dans un discours qu'il a prononcé dans sa circonscription, a exposé la nécessité de faire de strictes économies. Il a ajouté :

« On dit que les ministres et les députés devraient donner l'exemple. Je suis de cet avis, et je crois qu'ils seront bientôt obligés de le faire. Le plus tôt sera le mieux. »

UN JUSTE IMPOT

PÉTROGRAD. — Le ministre des Finances a élaboré un projet d'imposition des entreprises travaillant pour la défense nationale, tout particulièrement des fabriques et usines réalisant, par suite de la guerre, des bénéfices importants.

A l'Académie des Sciences

À la séance d'hier, M. L. Roule, professeur au Muséum, a fait part de ses nouvelles observations sur la montée des saumons dans les rivières, où ils recherchent les eaux les plus fortement oxygénées. M. Ed. Perrier, président, qui a lu cette communication, a fait ressortir son importance touchant l'acclimatation du saumon.

M. Léon Labbé a déposé un travail sur l'étiologie et le traitement des gelures des pieds.

Une étude de M. Piémont, démontrant l'infériorité de l'industrie allemande dans la fabrication de l'horlogerie, a été lue par M. Lecornu.

Après la présentation de communications de MM. Lipmann, Bonty et Donville, l'Académie a nommé, en remplacement de M. Bouchard, décédé, M. Laveran, membre de la 1^{re} section (médecine et chirurgie) de la commission technique de la caisse des recherches scientifiques.

Le gagnant du gros lot de 25.000 fr. de la loterie des Eprouvés de la guerre est un Marseillais

MARSEILLE. — Le gros lot de 25,000 francs de la loterie des Eprouvés de la guerre a été gagné par M. Ramasso, opticien, rue de la République, à Marseille.

L'heureux gagnant a décidé de souscrire la totalité de la somme à l'Emprunt de la Victoire.

C'est également une vaillante ouvrière marseillaise qui a été favorisée par le sort avec un lot de mille francs. C'est Mme Bajet, habitant boulevard Oddo, elle est mère de trois enfants et son mari est mobilisé dans les Vosges.

SITUATIONS Brochure envoyée franco. PIGIER, Boulevard Poissonnière, 19

VON HINDENBURG

perd une jolie occasion de se taire

GENÈVE. — Le *Berliner Lokal Anzeiger* dit que le maréchal von Hindenburg a fait, entre autres, les déclarations suivantes à M. Paul Goldmann, correspondant de la *Nouvelle Presse Libre de Vienne*:

« Pour le moment, nos adversaires ne veulent pas conclure la paix; ils ne sont pas encore assez matés. Nous devons donc encore y mettre du nôtre, puisqu'ils ne veulent reconnaître aucun de nos succès.

« Ce qu'il y a de plus étrange, c'est que tous ces peuples ne voient pas combien ils se sacrifient pour l'Angleterre; le mot d'ordre pour nous est non seulement de nous maintenir, mais aussi de vaincre.

« La situation est excellente, dans l'est particulièrement, où l'armée allemande a atteint la ligne stratégique la plus favorable qu'on puisse concevoir.

« En ce qui concerne la situation militaire de l'armée russe, les Russes, avec les réserves qu'ils viennent d'appeler, ne peuvent que remplir les cadres existants, mais ils ne peuvent pas créer de nouvelles armées. »

Le maréchal von Hindenburg a parlé en termes chaleureux de l'armée austro-hongroise. Il a ajouté :

« Je me réjouirai particulièrement d'une défaite définitive des Italiens; cette guerre ne doit pas se terminer sans la juste punition des trois principaux coupables : Angleterre, Serbie et Italie. »

La signification de l'adhésion de l'Italie au traité de Londres

LONDRES. — Le *Daily Telegraph*, commentant l'adhésion de l'Italie au traité de Londres, dit :

« Rien dans la sphère diplomatique ne peut être plus significatif que le fait pour l'Italie, en cette période de guerre, d'assumer des obligations l'engageant si profondément. »

« Aucune puissance n'a conduit sa politique avec autant de prudence raisonnée depuis le commencement de la guerre que ne l'a fait l'Italie.

« Sa rupture avec les puissances centrales lui laissait une entière liberté d'action, mais elle a décidé d'abandonner cette liberté et de prêter tout son concours aux puissances de l'Entente, après que celles-ci ont subi des pertes dont l'importance paraît écrasante sur les cartes. »

« L'Italie choisit pour faire cela le moment où le retrait de son armée et de sa marine eût été un inappréciable avantage pour les puissances centrales.

« Il est indubitable qu'elle aurait obtenu des conditions de paix avantageuses si les hommes d'Etat italiens avaient assez manqué de courage et de clairvoyance pour proposer un tel marchandage. »

« La morale de ceci est bien claire. Quand on nous dit qu'il y a des chefs de petits Etats qui croient à un échec possible des Alliés, nous rappelons, nous, qu'il existe à Rome de meilleurs juges. »

L'EXPÉDITION D'ÉGYPTE

LONDRES. — On mandate de Rome aux *Daily News* :

« L'empereur d'Autriche a refusé d'envoyer des troupes austro-hongroises pour participer, avec les Allemands et les Turcs, à l'expédition projetée contre l'Egypte. François-Joseph déclare que tous les Autrichiens disponibles sont nécessaires pour défendre les frontières occidentales de l'Autriche contre l'Italie. »

« On croit que le kaiser fera probablement renforcer par des Allemands les troupes austro-hongroises sur le front italien afin de n'avoir pas à renoncer à l'expédition contre l'Egypte. »

UNE LIGUE ÉCONOMIQUE franco-italienne

LYON. — Plusieurs personnalités du monde politique et industriel se sont réunies à Lyon pour constituer une ligue économique franco-italienne ayant pour but de lutter efficacement contre l'hégémonie commerciale de l'Allemagne et de développer les relations économiques entre les deux nations latines.

Parmi les personnalités qui assistaient à cette réunion, on remarquait MM. Edouard Herriot, Gustave Rivet et Beauvisage, sénateurs, et MM. Raqueni, Samama et David Weil, etc.

USINE INCENDIÉE

ANGOULEME. — Un violent incendie a détruit, aujourd'hui, vers midi et demi, les magasins de vente et dépôts d'une grande usine de machines, située 11, rue de Périgueux. Les dégâts sont importants.

LES MACHINATIONS

des agents allemands aux Etats-Unis

NEW-YORK. — Les fonctionnaires du gouvernement ont envoyé au département d'Etat, à Washington, un volumineux rapport contenant le résultat des recherches faites depuis plusieurs mois et qui dévoilent les machinations des représentants ou agents allemands et autrichiens, particulièrement des consuls austro-allemands aux Etats-Unis. Ces accusations sont appuyées par de nombreux témoignages. Il est certain que le grand Jury ouvrira une information.

Le rapport établit que les dépenses auxquelles se sont livrés les accusés dépassent 27 millions de dollars; elles ont été en majeure partie consacrées à la propagande allemande.

Douze millions ont servi à fomenter la révolution du général Huerta au Mexique; douze millions de cartouches et d'innombrables fusils avaient été achetés dans ce but, et un navire spécialement affrété attendait à Cuba le moment de transporter les munitions au Mexique.

On projetait de faire reconnaître le président Huerta par l'Autriche et l'Allemagne, en échange de concessions commerciales et diplomatiques.

Ce rapport révèle également par le détail les manœuvres de von Rintelen, arrêté récemment en Angleterre, et des attachés allemands Boy Ed et von Papen, en connexion avec ce complot.

On a révélé d'autres dépenses, notamment trois millions versés à des détectives pour espionnage, trois millions pour la propagande dans la presse et par des conférences, cinq millions pour l'achat d'usines de munitions à Bridgeport que projetait l'Allemagne, sous le prétexte de fournir des munitions aux Alliés, en réalité dans le but de causer aux autres fabriques des embarras en n'exécutant pas les contrats.

Parlant de ces machinations de l'Allemagne, le *New York Herald* annonce qu'après avoir inutilement dépensé quinze millions les agents de l'Allemagne renoncent à leur campagne tendant à influencer l'opinion par le moyen d'orateurs de rues. Il ajoute que onze mille agitateurs, employés à cette besogne, ont été récemment renvoyés.

L'AGONIE DE GORIZIA

GENÈVE. — Suivant la *Deutsche Tages Zeitung*, 1.800 maisons auraient été détruites à Gorizia.

POUR VAINCRE AU PLUSTOT

C'est un spectacle réconfortant que celui qu'offrent en ce moment les guichets de souscription à l'Emprunt 5 0/0 de la Victoire. Le ministre des Finances se trouve dans l'obligation de les mettre plus longtemps à la disposition du public, et aussi d'en ouvrir de nouveaux.

Aussi, pour rendre la tâche plus aisée à tous, nous croyons devoir donner quelques exemples de souscriptions auxquels chacun pourra se reporter.

Souscrit-on à des rentes 5 0/0 entièrement libérées? On a à verser de suite les sommes suivantes:

Pour 5 francs de rente.....	87 fr. 25
— 10 —	174 fr. 50
— 25 —	436 fr. 25
— 100 —	1.745 fr. »
— 200 —	3.490 fr. »

et ainsi de suite. Quant aux demandes portant sur des chiffres intermédiaires, le versement qu'elles exigent est facile à établir au moyen de ce petit tableau.

Ne souscrit-on que des rentes libérables par versements échelonnés? Les sommes à payer s'établissent ainsi :

En souscrivant pour 5 fr. de rente.....	10 francs
— 10 —	20 —
— 20 —	25 —
— 25 —	50 —
— 100 —	200 —
— 200 —	400 —

Puis, à chacune de ces trois dates : 15 janvier, 15 février et 15 mars :

Pour 5 francs de rente.....	26 francs
— 10 —	52 —
— 25 —	130 —
— 100 —	520 —
— 200 —	1.040 —

et ainsi de suite, en tenant compte, pour les demandes intermédiaires, de ce qui a été dit plus haut.

Et maintenant, vous tous, qui possédez des disponibilités modestes ou moyennes, et vous, travailleurs, qui ne pouvez épargner que de petites sommes par mois, accourez tous prêter à la France ce que vous avez. Ne pensez qu'à ceci : c'est qu'il faut vaincre l'ennemi, le vaincre à plus tôt, et que vos billets de banque, vos écus, c'est autant de canons, de mitrailleuses, de munitions et d'approvisionnements pour nos héroïques soldats, c'est-à-dire pour vos fils, pour vos frères...

La Vie Economique

Pour la terre nourricière

Au cours de la séance de la Chambre où fut discutée la date d'incorporation de la classe 1917, le général Galliéni, ministre de la Guerre, a été amené à faire une intéressante déclaration sur la conciliation nécessaire entre les besoins militaires et les besoins agricoles :

Dès mon entrée rue Saint-Dominique, a-t-il dit, je me suis mis en rapports avec mon collègue de l'Agriculture pour assurer la continuité des travaux agricoles, qui sont un des éléments de la défense nationale. Je prépare, avec le ministre de l'Agriculture, une véritable mobilisation agricole pour le printemps prochain.

Une telle déclaration, émanant d'une tel homme, est précieuse à enregistrer, surtout en ce moment où la publication définitive des résultats de la récolte de 1914 par le *Journal officiel* accuse l'important déficit occasionné par la pénurie de main-d'œuvre provoquée par la mobilisation générale, déficit qui n'a fait que s'accentuer encore en 1915.

La nécessité de remédier énergiquement à la crise a déjà été affirmée par l'éminent agronome qu'est M. Adrien Dariac, député de l'Orne, ancien ministre de l'Agriculture, dont tous les amis de labeur ont applaudi l'appel au Conseil des compétences créé par M. Mélina. En tête de son rapport sur le projet de loi déposé par M. Fernand David sur l'exécution des travaux agricoles pendant la guerre, il s'exprime ainsi :

Si les travaux de la récolte 1914 ont été menés à bonne fin, grâce au dévouement de tous nos cultivateurs; si les semaines ont pu, au cours de cette même année, être pour la plupart convenablement effectuées, la prolongation de la guerre et l'appel sous les drapeaux de la totalité des classes mobilisables n'ont pas permis une exécution satisfaisante, en 1915, des mêmes travaux. Il y a pourtant un intérêt primordial à ce que la France agricole continue son labeur, à ce que nous ne devions pas tributaires de l'étranger.

A ce pressant appel, les paroles du général Galliéni constituent une réponse tout au moins verbale qui contribuera certainement à rendre un peu d'espoir et de courage aux cultivateurs.

Mais les paroles ne sont rien si elles ne se traduisent par des actes, et les plus beaux discours ne serviraient qu'à ajouter une désillusion de plus à celles, déjà si nombreuses, qui se sont succédé dans le domaine économique, si cette mobilisation agricole promise ne devait rester qu'un mot heureux.

En arrivant au pouvoir, M. Briand a promis des actes; espérons qu'il tiendra sa promesse et que son gouvernement saura, mieux que le précédent, porter remède à la crise agricole, comme à toutes les autres crises intéressant la défense économique du pays.

Du cabinet Viviani, il reste une proposition de loi, non encore soumise aux Chambres, au sujet de laquelle, justement, M. Adrien Dariac écrivait les lignes citées plus haut.

Cette proposition de loi, qu'il faudrait souhaiter être tombée définitivement dans le domaine de l'oubli, ne tendait à rien moins qu'à exproprier temporairement les propriétaires et fermiers rendus, par les événements, incapables de cultiver leurs terres.

La commission, par l'organe de son rapporteur, ailleurs fait justice d'une telle fantaisie, estimant sans doute que de deux choses l'une : ou bien il y a impossibilité matérielle à recruter une main-d'œuvre, et, dans ce cas, l'impossibilité existe aussi bien pour l'Etat et les communes que pour les particuliers; ou bien, avec un peu d'activité et de bonne volonté, on peut mettre à la disposition des cultivateurs les ouvriers agricoles nécessaires, et, dès lors, il n'y a pas de raison de les refuser aux particuliers pour les fournir à l'Etat ou aux communes.

Parmi les raisons invoquées pour justifier le rejet du projet présenté par M. Fernand David au nom du gouvernement, l'une, et non pas celle qui présente la moindre valeur, réside dans les graves questions de principe soulevées par le dessaisissement temporaire du propriétaire.

En outre, d'autres objections s'imposent, notamment en ce qui concerne : les contestations pouvant surger lors du retour au propriétaire; l'attribution des charges dont est grevée toute exploitation; la répartition, le cas échéant, des bénéfices, et les difficultés en face desquelles se trouveraient les maires pour l'application de la loi en une période où, déjà, ils sont écrasés de besogne. Et la commission n'a pas manqué de les mentionner sans son rapport.

Toutefois, a-t-elle déclaré, pour ne pas encourir le reproche d'avoir refusé un moyen,

même problématique de rendre un peu de son essor à la production agricole de la France, la commission a élaboré, à l'aide du projet du gouvernement et d'un contre-projet présenté par M. Reboul, un texte dont elle-même a reconnu l'imperfection.

Il faut bien espérer que, grâce à l'étroite collaboration des départements de la Guerre et de l'Agriculture, grâce à la mobilisation agricole promise par le général Galliéni, point ne sera besoin, pour assurer au pays la production des produits d'origine agricole nécessaires à sa vie, de recourir à la mise en vigueur d'une loi portant atteinte aux droits imprescriptibles de la propriété.

Em. Montford.

Importons des bras !

Au mois de septembre dernier, je demandais non seulement de systématiser les modes de recrutement de la main-d'œuvre nationale encore disponible, mais aussi de faire appel dans des proportions très larges, sous une forme ample et énergique, peut-être officielle, à la main-d'œuvre étrangère, *dit-on même la chercher en Chine, si des contrées plus proches ne peuvent nous la fournir.*

Un récent télégramme de Pétrograd montre que nos alliés russes ont, malgré leur population bien plus importante que celle de la France et les vides moins nombreux causés dans sa masse par une mobilisation restée partielle, compris l'intérêt de l'importation de la main-d'œuvre jaune dans leurs usines. En voici, du reste, le texte :

"Faisant droit à la requête du Comité central des industries de guerre, le conseil des ministres a autorisé l'emploi d'ouvriers chinois et coréens dans les entreprises métallurgiques du sud de la Russie et de la région de Moscou, afin de remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre."

La Russie nous donne par là un exemple utile à mériter.

La main-d'œuvre temporairement importée en France aurait pour effet rapide d'abaisser le prix de l'existence, puisqu'il est, pour une grande partie, causé par l'insuffisance de la production nationale, due à l'absence de main-d'œuvre.

N'oublions pas que si nous voulons tenir jusqu'au bout, il importe que notre activité économique tende à se rapprocher de la normale, malgré la mobilisation et les difficultés générales. Il faut aussi que notre or reste en France. Le gouvernement trouve l'idée bonne pour lui, puisqu'il importe pour ses arsenaux des ouvriers annamites. Pourquoi ne chercherait-il pas à généraliser ce système, et, d'accord avec les industriels intéressés, ne ferait-il pas une propagande active pour recruter, chez les neutres, les spécialistes et les manœuvres nécessaires à nos fabriques ?

Il va sans dire que cette propagande devrait être plus méthodique, plus pratique que ne l'est notre propagande intellectuelle auprès des neutres. Des amis étrangers regrettent que ses efforts manquent à la fois de compétence, de coordination et de logique, puisque certaines de nos brochures destinées aux neutres, au lieu d'être distribuées gratuitement à profusion, sont vendues très cher et par conséquent ne touchent qu'une élite sociale qui nous est déjà favorable, car il faut de la vertu à un neutre pour payer la prose d'un des belligrants, alors que l'autre lui fournit gracieusement son argumentation.

Importons des bras pour lutter contre la vie chère et exportons, au lieu de notre or, nos produits.

R. G.

INFORMATIONS

En Suisse.

L'Office National du Commerce Extérieur nous annonce la constitution, à Neufchâtel, d'une Agence Economique dont le programme consistera à centraliser tous les renseignements utiles aux industriels, commerçants et exportateurs de la France et des pays alliés qui veulent développer leurs affaires en Suisse, et les secondera dans leurs entreprises. Elle étudiera et coordonnera les moyens de défense contre l'absorption économique de la Suisse par l'Allemagne.

Le siège de cette Agence Economique est 12, rue Saint-Maurice, à Neufchâtel.

Prohibitions de sortie.

A la liste des produits et objets dont l'exportation est actuellement prohibée, il faut ajouter :

Argent, amandes, corborundum, corindon naturel, corindon artificiel, émeris pulvérisés, émeris appliqués, gommes-taques, maces de raisins, mica, noisettes, noix, noyaux de fruits, poivre, sacs de tous genres, vaseline, volailles mortes.

POUR 0,50 RECEVREZ
Timbres Poste **0,50** fr. d'ordre
une pochette échantillon
8 GRAINS de VALS
pour deux semaines traitement
laxatif, dépuratif.
64, Boulevard Port-Royal, à PARIS

ET LES LOYERS ?

L'échéance du sixième terme de guerre approche sans que la question des loyers soit encore tranchée. Pourtant, le bilan d'activité gouvernementale et législative sur cette question est copieux : de multiples décrets édictant les moratoria successifs, et dont le premier en date est du 9 août 1914; d'autres décrets nécessaires pour interpréter les premiers (16 ou 17 en tout); deux projets de loi du gouvernement; dix-neuf propositions dues à l'initiative parlementaire des seuls députés. Voilà la liste qui menace de s'allonger encore sans arriver à une solution !

Aussi avons-nous cru intéressant de connaître, après seize mois de guerre, l'opinion des divers intéressés, en commençant par celle des locataires, puisqu'ils se trouvent être la majorité.

Nous avons questionné à ce sujet le fondateur d'un des plus importants groupements parisiens : « la Mutualité des Locataires », M. L. Columbeau, qui a bien voulu nous adresser les notes suivantes :

Sous la pression des circonstances, le gouvernement a dû accorder des délais de paiement. Ces retards successifs étaient impossibles à éviter, et, de toute manière, il en devait être ainsi : l'humanité, la justice, les plus graves intérêts nationaux étaient d'accord pour l'imposer.

Le jour au lendemain, l'activité de notre pays s'est trouvée arrêtée du fait de la mobilisation ; tous les hommes valides ont dû quitter leurs occupations, pour se faire soldats, pendant que l'industrie et le commerce ont été paralysés.

Devant ce fait, sans précédent dans l'histoire, les règles ordinaires des contrats ne pouvaient plus jouer. On devait donc forcément édicter une suspension des paiements ou des obligations en cours. Et, pour aucune de ces dettes, le moratorium n'était plus indispensable que pour les loyers.

Mais quelques chiffres suffiront à montrer l'importance et l'étendue de cette mesure.

A Paris seulement, les locataires isolés ou chefs de famille qui occupent 89.000 propriétés bâties devaient payer (évaluation officielle au 1^{er} janvier 1915) plus de 1 milliard 91 millions à leurs propriétaires respectifs.

Pour toute la France, on trouve 9.660.350 propriétés bâties dont la valeur locative réelle est de 3.758.677.946 francs (trois milliards et demi !).

On voit sur quelles sommes énormes porte le moratorium des loyers.

Une telle situation doit nécessairement avoir des répercussions considérables. Dire qu'elle intéresse d'une façon ou d'une autre toutes les familles, ce ne serait pas assez ; il faut conclure qu'elle est d'une importance primordiale pour la vie économique du pays, à la fois, en ce moment et pour la période qui suivra la paix.

Jusqu'ici les délais légaux ont permis d'éviter, ou plus exactement de retarder, une crise grosse de conséquences.

Seulement, retarder n'est pas résoudre.

Le moratorium suspend la dette, il ne la liquide pas. Et il apparaîtra, aux yeux de tous, que l'état de choses présent est plein d'incertitude, et, si l'on n'y veille pas, gros de menaces.

Il est évident que le seul droit commun ne peut suffire ici. Les auteurs du Code n'ont pas prévu et ne pouvaient prévoir cette situation créée par une guerre d'une violence et d'une durée inouïes. A des conditions exceptionnelles doivent tout naturellement correspondre des mesures exceptionnelles. Telles qu'elles existent, les lois antérieures ne permettent pas de répondre aux nécessités de l'heure. Il faut donc y remédier par un nouveau texte, fait pour ce moment.

Nous ajouterons que le droit commun, à cette raison, n'offre pas assez de garanties. Une expérience juridique, même sommaire, permet de se rendre compte, sans peine, que le Code a beaucoup plus de tendresses pour les propriétaires que pour les locataires. Ce n'est donc pas en ce moment qu'il convient d'invoquer et d'appliquer des textes qui, avant la guerre, ne correspondaient plus aux conceptions juridiques nouvelles qui se font jour.

Il n'y a qu'un moyen pratique. Il a le grand mérite d'être à la fois le plus simple, le plus souple, le plus rapide et le moins coûteux : c'est l'arbitrage.

Mais, chose étrange, la commission parlementaire qui étudie tous les projets déposés par son rapporteur, M. Ignace, député de la Seine, et avocat, a trouvé le moyen de sortir un nouveau texte qui se refuse à instituer l'arbitrage par des jurys spéciaux, pour le confier à des juges professionnels !

Le projet Ignace nous paraît aventureux et hasardeux parce qu'il prétend régler dès le temps de guerre certaines situations qui ne peuvent l'être qu'au retour de l'activité normale ; il est un trompe-l'œil, car il ne tend à rien moins qu'à détruire au bénéfice des propriétaires les garanties données par le moratorium actuel ; son arbitrage, enfin, n'en est pas un.

Il nous faut un projet de bonne foi, d'équité large, de justice, qui tiendra compte de tous les intérêts légitimes et sauvegardera tous les droits.

Hors de là, il n'y aura que danger.

L. COLUMBEAU,

La semaine prochaine nous parlerons du projet de loi préparé par la commission de la législation civile et criminelle.

LE CHARBON EST HORS DE PRIX



— Mais c'est une folie, mon ami ! Des solitaires en véritable anthracite...

TRIBUNAUX

L'escroquerie à la « réforme »

Le maréchal des logis Charles comparaissait, hier, devant le deuxième conseil de guerre, présidé par le colonel Hotz, sous l'inculpation d'escroquerie et faux en écriture privée.

Le sous-officier Charles, se disant très bien placé pour obtenir des propositions de réforme, offrait ses services moyennant finances au soldat Petit. Celui-ci, au bout de quelques mois, avait déboursé 5.600 francs.

Après réquisitoire du capitaine Montel, commissaire du gouvernement, et plaidoirie de M^e Jacques Bonzon, le conseil a condamné le maréchal des logis Charles à cinq ans de prison et 400 francs d'amende.

L'assassinat de Jaurès

En présence du président des assises Boudoux, du procureur général Herbaux, de l'avocat général Robert Godefroy et de M^e Henri Gérault et Alexandre Zévaès, a été discuté, hier, la question de l'ajournement du procès de l'assassinat de Jaurès ou de son maintien au rôle des assises pour le 20 décembre.

Les défenseurs de Raoul Villain ont donné communication d'une lettre de leur client demandant la remise des débats après les hostilités. L'accusé prétend qu'une prolongation de détention ne saurait l'effrayer, mais que les débats doivent se dérouler sans aucune contrainte, ce qui ne lui paraît pas possible dans la période actuelle.

Les magistrats ont maintenu que le procès viendrait à la date fixée.

A l'Hôtel de Ville

Les Bons municipaux. — Nos édiles désirent être renseignés sur les dépenses de publicité.

Au début de la séance publique d'hier, le Conseil a adopté une délibération invitant le préfet de la Seine à solliciter des pouvoirs publics un décret rendu en Conseil d'Etat, autorisant la Ville de Paris à renouveler à leurs échéances, aux mêmes conditions pour une durée de six mois ou d'un an, les Bons municipaux qu'elle a émis.

Relativement à la publicité afférente à l'émission de ces Bons depuis la guerre, l'administration a été également invitée à publier le détail des dépenses de cette publicité ; en agissant ainsi, l'assemblée a voulu suivre l'exemple de la Chambre en ce qui concerne la publicité relative à l'émission de l'emprunt de la « Victoire ».

En fin de séance, l'assemblée a émis le vœu que les Chambres votassent le projet de loi sur la prohibition de la spéculation sur la monnaie de billet.

Prochaine séance, vendredi prochain. — M. E.

Nouvelles brèves

Conseil des ministres. — Le Conseil des ministres, réuni hier matin, sous la présidence de M. Poincaré, s'est entretenu de la situation diplomatique et militaire.

Tirages financiers. — VILLE DE PARIS 1898. — Le numéro 547157 gagne 200.000 francs ; le numéro 194836 gagne 50.000 francs. Les quatre numéros suivants gagnent chacun 10.000 francs : 182405, 279615, 147655, 533454. Les quatre numéros suivants gagnent chacun 5.000 francs : 578456, 246294, 233111, 446855.

VILLE DE PARIS 1912. — Le numéro 610100 est remboursé par 50.000 francs ; le numéro 609449 par 10.000 francs. Les cinq numéros suivants sont remboursés par 1.000 francs : 115173, 582306, 281862, 175211, 476351.

COMMUNALES 1879. — Le numéro 300736 est remboursé par 100.000 francs ; le numéro 132833 par 25.000 francs. Les six numéros suivants sont remboursés par 5.000 francs : 506356, 788991, 322970, 513879, 470611, 77211.

COMMUNALES 1880. — Le numéro 83647 est remboursé par 100.000 francs ; le numéro 538256 par 25.000 francs. Les six numéros suivants sont remboursés par 5.000 francs : 481580, 790007, 826839, 125458, 283680, 552838.

COMMUNALES 1891. — Le numéro 729543 est remboursé par 100.000 francs ; le numéro 268188 par 10.000 francs ; le numéro 509955 par 5.000 francs.

COMMUNALES 1899. — Le numéro 294647 est remboursé par 100.000 francs ; le numéro 420884 par 25.000 francs ; le numéro 61464 par 5.000 francs.

FONCIERES 1909. — Le numéro 289208 est remboursé par 100.000 francs ; le numéro 1221726 par 10.000 francs.

Aux Halles centrales. — Hier, toujours peu d'arrivages aux beurres et œufs, où les cours sont stationnaires.

Marché bien approvisionné à la viande, où les cours ont baissé de façon appréciable.

Un assassinat à Nancy. — NANCY (Dép. partic.). — Une dame veuve Dierflinger, âgée de soixante et onze ans, propriétaire d'une fabrique de chaussures située rue Saint-Nicolas, a été trouvée morte dans le corridor de la maison, la gorge tranchée. Le vol est le mobile du crime.

Le meurtrier a été arrêté. C'est un ancien employé de la maison, nommé Lucien Rément, dix-huit ans.

Accident mortel d'aviation. — PAU. — En exécutant un vol au Pont-Long, le sous-lieutenant aviateur Pérines, pilote-aviateur du centre militaire d'aviation de Pau, a fait une chute de 250 mètres. Il a été tué sur le coup.

Sous le joug allemand. — AMSTERDAM. — Le « Handelsblad » apprend de Bruxelles que le 1^{er} décembre un avis officiel donné au public annonça que le conseil de guerre, siégeant le 12 novembre, a condamné quinze personnes à un emprisonnement variant de quinze ans à deux ans et demi pour « trahison de guerre en fournit à l'ennemi des hommes aptes au service militaire ».

Attaquant à bord d'un vapeur américain. — SAN-FRANCISCO. — Le vapeur « Minnesota », de la Compagnie Northern Steam Ship, éprouvé des avaries au cours de son premier voyage et a dû revenir à San-Francisco.

Trois individus sont soupçonnés d'avoir provoqué une explosion dans la chambre des machines.

EXCELSIOR rétribue selon la place qu'elles occupent les photographies d'actualité qui lui sont envoyées, immédiatement et sans aucun retard, concernant les faits de guerre ou les événements divers offrant un intérêt général.

BLOC-NOTES

NOUVELLES DES COURS

LL. AA. le Maharadjah et la princesse de Kapurthala ont quitté Paris, se rendant à Monte-Carlo.

CORPS DIPLOMATIQUE

S. Exc. M. Barrère, ambassadeur de France en Italie, est rentré à Rome, venant de Paris.

MARIAGES

On annonce les fiançailles du sous-lieutenant d'artillerie Robert de Nervo avec Mlle de Béquincourt.

Dernièrement a eu lieu, dans l'intimité, le mariage de Mlle Louise Roussel-Brochin avec M. Pierre de Cheremeteff.

En l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, a été bénie jeudi, dans l'intimité, le mariage de Mlle Yvonne Alamagny, avec le maréchal des logis baron Jacques de Frasville.

Les témoins étaient : le colonel de Mareuil, M. du Breuil de Saint-Germain, M. Emile Roux et Mme Arbel.

NAISSANCES

Mme Félix Béringer, dont le mari est aux armées, vient de mettre heureusement au monde une fille, qui a reçu le prénom de Jacqueline.

La comtesse de Liedekerke a donné le jour à une fille appelée Félicie.

NECROLOGIE

Nous apprenons la mort :

De M. Marcel Picard, l'imprimeur bien connu, décédé âgé de cinquante-neuf ans.

De M. Auguste Chemet, beau-père de notre frère M. Louis Besse, secrétaire de la rédaction de l'*Intransigeant* ;

De M. Gabriel Dauhut, rédacteur au *Petit Journal*, décédé âgé de trente-quatre ans ;

Du comte de Jallerange, ancien zouave pontifical, décoré de la médaille de Mentana, décédé au château de Penhoët ;

De la comtesse Elisabeth de Zogheb, femme du comte Michel Antoine de Zogheb et fille du général Caspar Crowninshield, décédé à Londres ;

Du docteur Berger, sous-directeur de l'Institut Pasteur à Batavia, qui se livrait à des expériences contre la peste, et se l'est inoculée ;

De M. Emile Robin, membre de la Caisse des victimes du devoir depuis vingt ans ;

De M. Ernest Braud, ancien maire et ancien député de Rochefort, ancien conseiller général de la Charente-Inférieure, décédé à Rochefort à l'âge de soixante-neuf ans.

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

Pluie sur les régions nord et ouest de l'Europe ; 20 millimètres d'eau à Cherbourg, 5 à Dunkerque, 1 à Nice.

Température généralement élevée en France, atteignant 14° à Paris.

Hier, à Paris, faibles et fréquentes averses ; température maximum, 15° ; minimum, 9° ; moyenne, 12° ; supérieure de 8° à la normale (Parc-Saint-Maur). A la Tour Eiffel, maximum 14°, minimum 9°.

Prévisions pour la France : temps doux et nuageux, nouvelles pluies probables.

THÉATRES

A l'Opéra-Comique. — Hier a eu lieu, à l'Opéra-Comique, une émouvante cérémonie : dans la plus stricte intimité, le personnel et les artistes de la Maison ont célébré l'anniversaire de la réouverture de l'Opéra-Comique pendant la guerre et glorifié la mort des dix pensionnaires tués à Pennemont.

M. Dalimier, sous-secrétaire d'Etat des Beaux-Arts, a présidé cette réunion poignante. Les familles des morts, groupées autour du tableau symbolique de Carlos Schwob offert par l'Etat, et les quatre cents tributaires directs de la Maison étaient réunis sur la scène ; M. Gheusi et MM. Isola entouraient le ministre, qui a improvisé, au milieu de l'émotion de tous, un discours d'une rare et haute éloquence où l'histoire éclatante de l'Opéra-Comique pendant la guerre et le rôle généreux de ce théâtre depuis la mobilisation ont été admirablement mis en relief.

M. Gheusi a répondu, au nom de tous, en quelques paroles cordiales, évoquant les souvenirs et les traditions françaises de l'Opéra-Comique ; son allocution familière a mis des larmes dans les yeux de tous, et la « Marseillaise », chantée en cœur par toute l'assistance, a terminé dans un enthousiasme unanimement très simple et noble cérémonie.

A l'Apollo. — Mlle Jenny Syril, la nouvelle étoile d'opérette, vient de signer avec M. Mailly un engagement de trois ans.

Au Châtelet. — La répétition des *Exploits d'une petite Française* aura lieu jeudi, à 2 heures.

Conservatoire Félix Litvinne. — Une charmante réunion d'élèves, suivie d'un brillant concert, a marqué l'ouverture du Conservatoire Félix Litvinne. La grande artiste a adressé aux jeunes femmes et aux jeunes filles qui l'entouraient une allocution très applaudie :

« Considérez l'art, a-t-elle dit, non seulement comme une charmante distraction, mais comme le but idéal du beau et du bien. Votre mission sera d'élever les âmes et d'apporter aux humbles et aux grands la bonne parole. »

Bienfaisance et solidarité. — S.A.R. Mme la duchesse de Vendôme, princesse Henriette de Belgique, présidera à la salle Gaveau, 45, rue de la Boétie, le vendredi 10 décembre, à 2 heures 30, une réunion de charité patriotique dont le but est de secourir les victimes de la guerre et en particulier les éprouvées qui sont demeurées sur le sol belge.

Un très brillant programme sera offert aux nombreuses personnalités mondaines et artistiques qui ont répondu à l'appel de Mme la duchesse de Vendôme.

Une allocution de M. Henri Welschinger, de l'Institut, traitera de la « Résurrection de la Belgique ».

MARDI 7 DECEMBRE

Comédie-Française. — A 8 h. 1/2, le *Duel*. Opéra-Comique. — Relâche.

Ambigu. — A 8 h. 15 mardi, jeudi, sam., dim. (A 2 h. dim.), la *Demoiselle de magasin*.

Antoine. — A 8 h. 15 (2 h. 30 jeudi et dim.), la *Belle Aventure*.

Apollo. — A 8 h. 15, la *Cocarde de Mimi Pison*.

Bouffes-Parisiens. — A 8 h. 15, t^{es} les soirs, *Kit* (Max Dearly).

Th. des Capucines. — A 8 h. 15, *Paris quand même* ; *Passe-passe* ; *On rouvre*.

Châtelet. — Relâche.

Cluny. — A 8 h. 15, la *Mariée récalcitrante*.

Gaîté-Lyrique. — A 8 h. 30, le *Contrôleur des wagons-lits*.

Grand-Guignol. — A 8 h. 45 (mat. jeudi et dim.), S. O. S., *L'Ecole des Belles-Mères*.

Gymnase. — Relâche.

Porte-Saint-Martin. — A 7 h. 30 mardi, mercre., jeudi, sam. et dim. (2 h. 45 dim.), *Cyrano de Bergerac*.

Palais-Royal. — A 8 h. 30 (A 2 h. 30 jeudi et dim.), *Il faut l'avoir*. A 3 h. mardi, jeudi et samedi, *Ceux de chez nous* (Sacha Guitry, Charlotte Lysès).

Renaissance. — A 8 h. 30, la *Puce à l'oreille*.

Th. Sarah-Bernhardt. — A 8 heures mardi, sam., dim. (mat. jeudi et dim.), *le Bossu*.

Tivoli-Lyrique. — A 8 h. 1/2, la *Fille du régiment*, le *Maitre de chapelle*.

Variétés. — Relâche.

MUSIC-HALLS, ATTRACTIONS, CINEMAS

Olympia (Centr. 44-68). — 2 h. 1/2 et 8 h. 1/2 : Vedettes et attractions sensationnelles.

Vaudeville. — Mat. à 2 h. 30, soir. à 8 h. 30, *Cabiria*, l'œuvre de Gabriele d'Annunzio, musique de Ilbrando di Parma.

Gaumont-Palace. — A 8 h. 20, les *Vampires*, *Dans le port de Toulon*. Loe, 4, r. Forest, de 11 à 17 h.

Tél. : Marc. 16-73.

Cinéma des Nouveautés Aubert-Palace (24, bd des Italiens). — De 2 à 11 h., spect. permanent. *Sur le front de Champagne*.

Omnia-Pâthé. — *Les Vainqueurs de la Marne* ; *les Cousins de Rigadin*. Actualités militaires.

Tivoli-Cinéma. — De 2 h. 30 à 8 h. 30, *les Mystères de New-York*.

Folies-Dramatiques-Cinéma. — Tous les jours, matinée et soirée. Trois heures de spectacle incomparable. Gd' orchestre.

LES SPORTS

La F.G.S.P.F. à Champigny. — Comme tous les ans, la F.G.S.P.F. a apporté sa collaboration à l'organisation de la cérémonie patriotique de Champigny. Le matin, au service célébré dans l'église de Champigny, à la mémoire des soldats morts au champ d'honneur, les tambours et clairons de la F.G.S.P.F., au nombre d'une cinquantaine, battirent et sonneront à l'élévation et à l'absoute. Le service d'ordre fut assuré par des commissaires de la Fédération. L'après-midi, ce furent les tambours et les clairons de la F.G.S.P.F. qui conduisirent la colonne des ligueurs et des vétérans au monument commémoratif ; ils exécutèrent toutes les sonneries réglementaires et saluèrent M. Albert Thomas et les personnalités officielles de la sonnerie « Aux champs ». En outre de la « clique », environ deux cents gymnastes appartenant à la S.L. de Vincennes, à l'U.A. du Chantier, à Championnats-Sports et la Domrémy prirent part au pèlerinage patriotique. M. le docteur Michaux déposa une magnifique gerbe au pied du monument.

"Academia"

SIÈGE SOCIAL : 88, CHAMPS-ÉLYSÉES, PARIS

Les réunions d'aujourd'hui
LAWN-TENNIS : matin et après-midi, 64, boulevard Victor-Hugo, à Neuilly

CULTURE PHYSIQUE : 10 heures, Institut Kumlien, 76 bis, rue des Saints-Pères ; professeur : M. Sandberg. 20 h. 30, cours de Mme Dufaur (gymnastique suédoise), 5, rue Euryale-Dehayn (Metro : Jaurès ; tramway : station Laumière).

COURS DE CHOEUR : 20 h. 45, au « Clairmont », 16, rue de Calais, sous la direction de Mme M. Garret de Vauresson, professeur de chant.

KYSTES et LOUPES

GUERISON RADICALE SANS OPÉRATION
Docteur KERGOYAN, 70 bis, rue Dutot, PARIS
Consultations de 1 heure à 4 heures

VIN de
PHOSPHOGLYCERATE
de CHAUX
DE CHAPOTEAUT.
FORTIFIANT
STIMULANT

Recommandé Spécialement
aux
CONVALESCENTS,
ANÉMIÉS,
NEURASTHÉNIQUES,
Etc., Etc.

Dans Toutes les Pharmacies.
VENTE EN GROS:
8 RUE VIVIENNE, PARIS.



NOS RELIURES POUR "EXCELSIOR"

Reliure électrique, à nos bureaux... 3 francs
Par poste, recommandé... 3 fr. 70
Cartonnage élégant, à nos bureaux... 1 fr. 50
Par poste, recommandé... 2 fr. 05

Adresser les demandes à M. l'administrateur d'EXCELSIOR, 88, avenue des Champs-Élysées.

R.M.S.P. THE ROYAL MAIL STEAM PACKET CO.

BRÉSIL : URUGUAY ARGENTINE

Le paquebot "ARAGUAYA" partira de
La Rochelle-Pallice, le 19 déc.

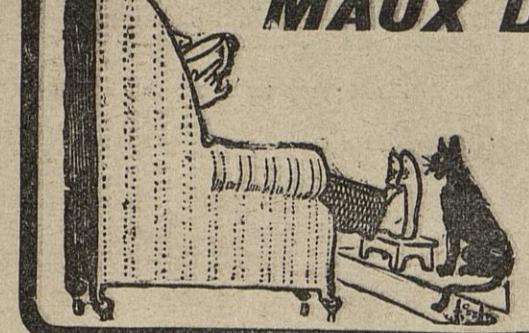
S'adresser à :—
G. DUNLOP & CO., 4, rue Halévy, Paris.

Mesdames !

Si vous souffrez d'affections abdominales ou d'obésité, portez la nouvelle Ceinture-Maillet du Dr Clarans. Plaquette illustrée adressée gratuitement sur demande. Etablis C.-A. Claverie, 234, Faubourg Saint-Martin, Paris. Applications tous les jours, de 9 h. à 7 h. p. Dames Spécialistes.



MAUX D'ESTOMAC



digestions pénibles, renvois, palpitations, migraines, insomnies, etc., tous ces malaises provoqués par un mauvais fonctionnement de l'appareil digestif, disparaissent en quelques jours grâce au régime du délicieux Phoscao, seul aliment végétal conseillé par les médecins aux anémiques, aux convalescents, aux surmenés, aux vieillards.

Envoy gratuit d'une boîte d'essai. Ecrire :

PHOSCAO

9, Rue Frédéric-Bastiat, 9. — PARIS

Communiqués

Le conseil général d'administration de l'importante société de retraites la Boule de Neige, dont le siège est à Paris, 32, rue Etienne-Marcel, vient de décider de souscrire à l'emprunt national pour la somme de 15 millions.

L'œuvre du Noël des sans-familles (Homeless Soldier) fait appel à la générosité des Parisiens. Tous les envois doivent être adressés à Mme F.-A. Godchaux, à Marquescourt (Pas-de-Calais).

Les médaillés militaires en quête d'emploi ou momentanément dans la gêne trouveront des secours et d'utilles indications au siège de la Société des Médaillés militaires, 7, rue du Jouy, à Paris.

Mme Agnès-L. Rossolin, statuaire, prépare dans son atelier de la rue Raffet un délicat Noël pour les enfants des écrivains et des artistes peintres, sculpteurs et graveurs, mobilisés ou non.

La Société des Vétérans des Armées de Terre et de Mer 1870-1871, 68, rue Jean-Jacques-Rousseau, souscrira à l'emprunt national pour la somme de 12 millions, prélevée sur son capital de 38 millions.

La section sanitaire automobile, la B.K.C.S. et St. J.A. (British Red Cross Society and St. John Ambulance), sur le front depuis bientôt un an, vient de se voir confier la tâche d'assumer seule le service d'évacuation du corps auquel elle est affectée.

Après avoir donné à l'armée cent voitures-filtres stérilisatrices, le Touring Club de France (Œuvre du Soldat au Front) vient de commander vingt nouvelles voitures du même type. Il a fait don également de voitures de désinfection pour les vétérans avec appareils à douches pour les hommes.

Depuis le 1^{er} décembre, la permanence du neuvième arrondissement de l'Union des Femmes de France est installée 63, rue Lafayette.

La Chambre syndicale des Facteurs d'instruments de musique demande l'amendement de la loi anglaise, qui frappe d'un droit prohibitif les marchandises dites de luxe et notamment les pianos et instruments de musique.

Tous les vêtements de lainage seront reçus avec reconnaissance par Mme Vignon, Arques-la-Bataille (Seine-Inférieure), pour les territoriaux et G.V.C. ne pouvant rien recevoir de leur famille.

Un cours gratuit de lecture sur les lèvres et d'exercices de rééducation auditive est organisé par l'Aide immédiate aux invalides et réformés de la guerre, 325, rue Saint-Martin.

L'Action sociale de Seine-et-Oise (5, rue d'Anjou, Versailles) a édité le discours prononcé par Mgr Gibier, évêque de Versailles, dans la cathédrale de Meaux.

L'œuvre Le Foyer du Blessé (13, faubourg Montmartre) a traité depuis le début de la guerre près de 120.000 blessés auxquels elle a fourni du tabac, des boissons chaudes, des rafraîchissements, des jeux, des livres, etc. Elle a organisé en outre plus de trois cents concerts dans les hôpitaux militaires.

La Société Française de Secours aux Blessés Militaires organise pour les 19, 20 et 21 une vente au profit de l'hôpital auxiliaire N° 18 à Saint-Mandé.

La Bourse de Paris

DU 6 DECEMBRE 1915

L'allure générale du marché était sensiblement meilleure aujourd'hui ; sur notre 3 010/000, parmi les fonds étrangers, les offres étaient beaucoup plus facilement absorbées que précédemment. Par ailleurs, les affaires ont été également plus actives avec cours très résistants.

On reste à 64,50 au comptant et à terme sur notre 3 0/0 ; le 3 1/2 0/0 vaut 91. Parmi les fonds étrangers, l'Exterieur Espagnol se négocie à 82,55. Le Japon 1913 vaut 490 ; l'Argentine 1900, 78,75.

Dans le groupe des établissements de crédit, la Banque de France, non traitée depuis quelque temps, a valu aujourd'hui 4,400. Le Crédit Lyonnais s'inscrit à 920.

Grands Chemins français inchangés. Lignes espagnoles fermes : Andalous, 301 ; Nord-Espagne, 385 ; Saragosse, 379. Rio soutenu à 1,490 au comptant et 1,487 à terme.

En banque, la Toula reste à 1,075. De Beers, 300.

COURS DES CHANGES

Londres, 27,68 1/2 ; Suisse, 109 1/2 ; Amsterdam, 245 ; Pétrrogard, 184 ; New-York, 587 1/2 ; Italie, 89 1/2 ; Barcelone, 549.

LE "RÉVEILLON DU POILU"

Mme Gilberte Contamine, 134, rue de Rennes, Paris, adresse un appel pressant aux lecteurs et lectrices d'EXCELSIOR et les convie à renouveler leur joli geste de l'an dernier qui lui permettra de porter, dans la nuit de Noël, à nos chers combattants, un petit colis de douceurs.

Le Réveillon du Poilu se compose de : une bouteille de champagne (deux coupes), une boîte de conserve pâté de foie gras, un paquet de biscuits, une caisse de fruits confits, un paquet de dix cigarettes, quelques cartes postales, un calendrier. Chaque Réveillon portera le nom de la donatrice. Le prix est de 2 fr. 50. Les dons sont reçus jusqu'au 15 décembre.

CEUX QUI SE CHERCHENT

Mme Barnier, 9, rue Lafayette, Grenoble, serait reconnaissante aux grands blessés revenant d'Allemagne si elle pouvait avoir des nouvelles du caporal Eugène Barnier, 14^e bataillon de chasseurs alpins, disparu en septembre 1914 dans les Vosges.

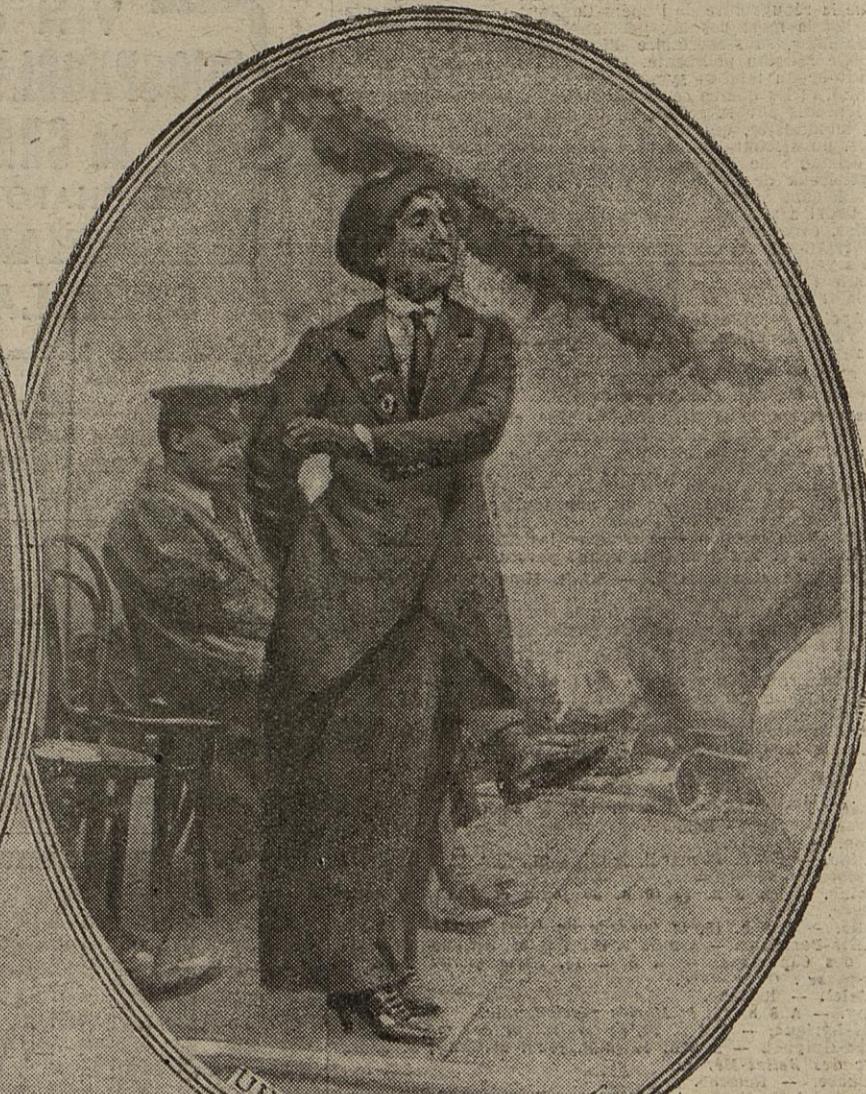
Le gérant : VICTOR LAUVERGNAUT.

Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volum

LE RECRUTEMENT INTENSIF EN ANGLETERRE



UNE INFIRMIÈRE DE LA CROIX ROUGE



UNE ARTISTE ANGLAISE



UN SERGENT RECRUTEUR

Chaque jour, et par milliers, de nouveaux Tommies rallient les couleurs. L'émulation des hommes n'a d'égal que le prosélytisme enthousiaste des femmes qui, de toutes les classes sociales, grandes dames de l'aristocratie, artistes, infirmières, prennent la parole en public, et, par leur éloquence riche en généreux arguments, n'ont pas de peine à déterminer à l'enrôlement leurs jeunes concitoyens retardataires.